Sciences économiques et sociales – PES1 – Fustel de Coulanges - 2009/2010 marjorie.galy@wanadoo.fr - http://www.toileses.org
Sur une idée de Laurent TARILLON, professeur de SES à Grenoble.

CONSIGNES POUR LE TRAVAIL PREPARATOIRE AU DEBAT:

Vous avez tous 4 documents à étudier, 3 communs et un propre à votre agent économique. Si certains passages des documents sont mal compris demandez des explications aux autres membres du groupe. Si malgré cette aide certains éléments restent flous demandez à votre enseignant des explications. (C'est peut-être en tentant de répondre aux questions suivantes que vous vous rendrez compte de certaines difficultés, n'hésitez pas, alors, à poser des questions)

1) Quels sont les avantages et les inconvénients d'une baisse des taux d'intérêts pour l'agent que vous représentez ?

Votre agent : Baisse taux d'intérêt				
Avantages	Inconvénients			

2) Pour anticiper un peu les réponses des autres, quels sont les avantages et les inconvénients pour les autres agents de cette baisse.

€ à compléter avant et/ou pendant le débat

	FED	Ménages jeunes	Ménages avec patrimoine	Entreprises européennes exportatrices	Gouvernement français	BCE
↑ ou ↓ taux d'intérêt ?						
Raisons						

Question du débat (20 minutes):

Dans quelle mesure, dans la conjoncture actuelle de récession, la Banque centrale devrait-elle baisser ses taux d'intérêts ?

Les 3 documents communs aux 6 groupes :

Document 1:

Vous contractez un crédit pour une durée d'un an d'un montant de 100 € pour acheter une œuvre d'art. La banque vous demande 8% de taux d'intérêt* annuel. Au bout d'un an, vous revendez votre œuvre d'art 106€ (6% plus cher que votre prix d'achat un an plus tôt). Vous remboursez les 100€ empruntés plus les 8% d'intérêt (108€ en tout), alors le coût réel du crédit n'est pas 8% (taux d'intérêt nomianl*) mais approximativement 8% - 6%, c'est-à-dire 2% environ. Les économistes appelle ce coût réel, le taux d'intérêt réel.

- * Taux d'intérêt affiché que les économistes appelent taux d'intérêt nominal.

taux d'intérêt nominal – taux d'inflation ≈ taux d'intérêt réel

Taux d'intérêt nominal	Taux d'inflation annuel	Taux d'intérêt réel
8%	5%	
1%		-0,5%
	10%	1%

Document 2

Taux de change et compétitivité-prix.

La solitude de l'euro, Les échos 16/10/2009, Marc Vittori

L'euro va sans doute casser dans les prochains jours la barre de 1,50 dollar. Autrement dit, le dollar ne vaudra plus que 0,666 euro. [...] Pour beaucoup d'entreprises européennes comme Airbus, le taux de 1,50 indique le seuil où l'on passe des profits aux pertes, du vert au rouge. Il était déjà difficile de percer à l'export sur des marchés mondiaux assommés, même pour les champions allemands. Avec la réévaluation, il devient encore plus compliqué de faire des affaires dans les pays qui comptent, d'une manière ou d'une autre, en dollars, et qui pèsent plus de la moitié de l'économie planétaire.

La hausse de la monnaie européenne s'explique. [...] par [le fait que] l'argent à court terme rapporte davantage de ce côté-ci de l'Atlantique que de l'autre [aux Etats-Unis]. L'écart [de taux d'intérêt] entre les deux continents, inférieur à 1 %, n'est pas énorme. Mais, sur de grosses sommes, il finit par rapporter beaucoup d'argent. Et il devrait persister pendant des mois, voire des trimestres. La Réserve fédérale des Etats-Unis a expliqué qu'elle allait maintenir son taux d'intérêt directeur exceptionnellement bas « pour une période étendue ».

- a)

 Pourquoi le fait que la Banque centrale américaine (la FED) maintienne son taux directeur bas est un avantage pour l'économie américaine ?
- b)

 Pourquoi les spéculateurs mondiaux préfèrent placer leur argent en Europe plutôt qu'aux Etats-Unis ?
- c)

 Si beaucoup de spéculateurs américains convertissent leurs \$ en € pour placer leur argent en Europe (vente de \$ et achat d'€), comment va évoluer le taux de change de l'€ en \$?
- d)

 Que pourrait faire la BCE pour ramener le taux de change €/\$ en dessous de la barre des 1,50\$?

Document 3

Le rôle du taux d'intérêt

Un niveau élevé de taux d'intérêt est généralement considéré comme un frein à l'investissement. Mais cela dépend du rendement attendu de l'investissement. La comparaison avec les bénéfices espérés, permet ainsi de savoir si un investissement peut être réalisé, compte tenu du niveau du taux d'intérêt. L'entrepreneur ne réalisera l'investissement que si le profit escompté est supérieur au taux d'intérêt et ce, qu'il possède ou non les fonds nécessaires.

Si l'entreprise dispose de réserves financières, le taux d'intérêt correspond à ce que l'entreprise aurait pu gagner en plaçant ses fonds sur les marchés financiers plutôt que de les investir dans l'appareil de production (on appelle cela le coût d'opportunité). Quand le taux d'intérêt est supérieur au profit, il est en effet plus intéressant pour elle de placer ses réserves que d'investir.

Si l'entreprise ne dispose pas des fonds nécessaires, elle devra emprunter. Le taux d'intérêt représente alors le coût de l'emprunt. Lorsqu'il est plus important que le rendement attendu de l'investissement, il vaut donc mieux ne pas investir.

Source: Les cahiers français, n° 315 (07/2003), page 32, Pierre-André Corpron.

Complétez avec (I) ou (P) pour vérifier que vous avez compris :

Taux d'intérêt	4%	1%	10%	6%
Taux de profit	3%	3%	5%	8%
escompté				
Investissement (I)				
ou placement				
financier (P) ?				

Document 4, spécifique au groupe représentant les <u>ménages jeunes</u> :

Prêts immobiliers : plus chers et plus difficiles d'accès

Les taux d'intérêt des prêts immobiliers ont continué d'augmenter en juin, renchérissant encore le poids des remboursements dans le budget des ménages. Par ailleurs, dans les conditions actuelles, près de 10% des emprunteurs sont refusés par les banques.

Sans surprise, les taux d'intérêts des prêts immobiliers ont continué de grimper en juin. Dans le courant du mois, les taux des crédits à 20 ans avaient même franchi la barre des 5% sur les crédits à 20 ans, selon le courtier en ligne Empruntis.com, qui anticipe même une nouvelle remontée dans le courant de l'été, jusqu'à 5,20%. Autre spécialiste du crédit sur Internet, meilleurtaux.com, ne dit pas autre chose. "L'OAT 10 ans qui permet aux banquiers de financer leurs prêts immobiliers, était à 4,14% début avril 2008 contre 4,85% au 30 juin 2008. Mécaniquement l'augmentation des prêts immobiliers est donc de l'ordre de 0,70 point en trois mois", précise son président, Christophe Cremer. Avec ces hausses, les crédits immobiliers pèsent de plus en plus sur le budget des ménages. "Les mensualités des dix premières années de remboursement d'un prêt immobilier représentaient 71% de la valeur du bien il y a trois mois, contre 78% aujourd'hui", confirme Christophe Cremer.

Document 5, spécifique au groupe représentant les <u>ménages propriétaires d'un patrimoine</u>: Les taux d'intérêts élevés et la faible inflation profitent aux détenteurs d'un patrimoine.

La valeur du patrimoine n'augmente que si son prix sur le marché augmente plus vite que l'inflation. En effet, si vous possédez un logement d'une valeur de 200 000 € en 2000 et que sa valeur passe à 300 000 € (+33%), vous pouvez vous réjouir. Mais, si entre temps, les prix moyens des produits que vous pouvez acheter ont augmenté de 50 % la valeur de votre appartement aura en fait baissé. Dans un second temps, si vous placez votre argent sur un compte qui rapporte 4 % vous vous enrichirez d'autant plus que la hausse des prix sera faible. Si l'inflation est de 2 % le taux d'intérêt réel sera en effet de 2 %.

Dans un troisième temps, en creusant la dette, le gouvernement alimente la hausse des taux d'intérêts (puisqu'il faut attirer davantage de prêteurs), ce qui enrichit encore un peu plus ceux qui ont de l'argent à placer. Ces personnes, qui ne sont tout de même pas les plus nombreuses en France, augmentent donc encore leur niveau de patrimoine et bénéficient donc encore plus de la faible inflation.

Source: www.letemps.fr

Document 6, texte spécifique au groupe représentant le <u>gouvernement français</u> : Les raisons de l'alourdissement de la dette

L'endettement a progressé en raison principalement des déficits et des versements d'intérêt qu'ils ont provoqués. Comme pour tout emprunt, l'Etat paie des intérêts à ceux qui lui achètent des bons du trésor. Donc quand le taux d'intérêts sont élevés la dette s'accroît. Le déficit public et la dette tendent par ailleurs à s'alimenter, les intérêts associés à la dette augmentent le déficit puisque chaque année l'Etat inclut dans son budget le remboursement d'une partie de la dette .

S'agissant des déficits, le niveau des taux d'intérêt depuis 20 ans a joué aussi un rôle important dans leur persistance et donc dans la dynamique de la dette. Entre 1980 et le début des années 1990, les taux d'intérêt réels ont atteint des niveaux élevés, ce qui a pesé sur le service de la dette. Les taux réels ont décru par la suite pour se situer à des niveaux particulièrement bas ces toutes dernières années ce qui a permis d'alléger les charges de la dette.

Source : Ministère des finances, de l'économie et de l'industrie - Rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques – 2005

Document 7 : spécifique au groupe représentant la <u>Banque centrale américaine</u>. L'âge d'or du commerce extérieur américain

Les exportateurs pourraient bien être en train d'entrer dans un âge d'or. Une série de petits détails observés lors de mes dernières vacances en Caroline du Sud le laissent penser... D'abord les touristes européens. Pour eux, les Etats-Unis sont une destination de vacances bon marché. Le département du Commerce américain a récemment annoncé que les USA avaient joui d'un surplus commercial touristique de 17,8 milliards de dollars en 2007. C'est plus du double des chiffres de 2006. Les voyages et le tourisme représentent aujourd'hui 8% des exportations américaines (cela peut sembler étrange, mais le tourisme est considéré comme un export). La faiblesse du dollar est donc une bonne chose pour le secteur de l'hospitalité aux Etats-Unis. C'est aussi un double avantage : puisqu'un dollar faible rend les voyages à l'étranger trop chers pour les Américains. Ils sont donc de plus en plus nombreux à partir en vacances près de chez eux.

Mais un dollar boiteux affecte également le flux de ce qui entre et de ce qui sort de nos ports. D'un côté, cela fait grimper le prix des importations. Jusqu'à maintenant, la faiblesse du dollar n'a pas empêché

l'augmentation des importations au plan national -- elle n'a fait que les ralentir. D'un autre côté, la faiblesse du dollar a entraîné une certaine frénésie sur les exportations américaines. Les exportations ont augmenté deux fois plus vite que les importations en 2007 aux Etats-Unis. Pour la première fois depuis 1995, le fossé entre les deux a diminué.

Source: par Chris Mayer, Vendredi 2 Mai 2008, in www.lachronique agora.com

Document 8, texte spécifique au groupe représentant les <u>entreprises de la zone Euro</u> : Un euro fort, c'est bon pour la croissance européenne?

Et non, justement. Les industriels européens sont des plus inquiets. Du moins, ceux qui sont spécialisés dans les exportations hors de la zone euro, comme les constructeurs automobiles et aéronautiques, les groupes de luxe ou les entreprises de l'agroalimentaire.

La hausse de la monnaie unique rend plus chers leurs produits, par rapport à ceux proposés par les concurrents qui se situent en dehors de la zone euro. Résultat : ils risquent de perdre des parts de marché, ou d'être obligés de rogner sur leurs marges. Et au final de prendre des mesures de réduction des coûts, voire de délocaliser.

Mais face à ce phénomène, certains pays sont plus exposés que d'autres. En France et en Italie, beaucoup d'exportateurs sont des PME, qui fabriquent des produits peu innovants, selon Alexander Law, du cabinet Xerfi. Comme ils ne peuvent miser que sur les prix pour se différencier de la concurrence, la moindre hausse de leurs coûts leur porte préjudice.

Source: www.L'express.fr

Document 9, spécifique au groupe représentant la <u>Banque centrale européenne</u> :

Les objectifs de la BCE

« L'objectif principal de la BCE est de maintenir la stabilité des prix », et : « Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, la BCE apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la Communauté, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté, tels que définis à l'article 2 ». (article 105, paragraphe 1, du traité) La Communauté se donne pour objectifs d'obtenir un niveau d'emploi élevé et une croissance durable et non inflationniste [ou déflationniste] (article 2 du traité sur l'Union européenne).

http://www.ecb.int/ecb/orga/tasks/html/index.fr.html

Taux d'inflation zone euro (Source : BCE)

